



Professionnel·le·s du social et du médico-social Toutes et tous en grève le 1er avril 2025 !!!!

Les faits et les constats :

Notre travail est de plus en plus difficile à réaliser alors que les politiques antisociales des gouvernements Macron se déchainent contre nos missions de service public et de solidarité. L'austérité budgétaire détruit le travail social dans son ensemble. Sans financement pérenne de l'Etat et des Départements, principaux financeurs et acteurs public de l'action sociale, il n'y a pas de politiques publiques possibles. A cela s'ajoute des suppressions de postes et des réorganisations de services, dans le public comme dans le privé, avec trop peu de résistance des financeurs et des employeurs.

Ces coupes budgétaires mettent en danger les publics accompagnés et dégradent nos conditions de travail.

Pour nous, cela entraine une souffrance quotidienne, des sanctions disciplinaires, une explosion des burn-out, du turn-over et des postes vacants : toujours faire plus avec moins. Quel sens donner à notre travail quand la loi n'est plus respectée ? Par exemples : des enfants non protégés malgré une décision du juge, des ruptures de soins pour des raisons budgétaires, des femmes victimes de violences non protégées, des personnes âgées à domicile sans que le plan d'aide ne soit effectif, des enfants en attente d'une place en IME depuis 5 ans, des bénéficiaires du RSA suspendus donc sans ressource, des personnes à la rue sans solution d'hébergement...

L'accueil et l'accompagnement que nous sommes censé·es réaliser ne répond que partiellement, voire pas du tout, aux besoins des personnes les plus vulnérables. Cela accroit chaque jour les inégalités, l'animosité et la colère à l'égard des institutions. Tout cela nourrit un terreau propice à la montée de l'extrême droite.

Toutes et tous ensemble, réunissons-nous, discutons et luttons contre l'austérité budgétaire qui nous est imposée partout où nous travaillons : prévention et protection de l'enfance, insertion sociale, prévention spécialisée, handicap, dépendance, petite-enfance... Opposons-nous ensemble aux logiques marchande et répressive qui attaquent sans détour le social et le médico-social au travail comme en formation.

Des alternatives sont possibles ! Exigeons-les ensemble :

- ⇒ Le financement à la hauteur des besoins des politiques publics de solidarité et la sanctuarisation des budgets afin de répondre à l'ensemble des besoins et préserver l'état de droit,
- ⇒ Un investissement massif dans les missions de service public et de solidarité avec le recrutement de professionnel·le·s formé·es et l'arrêt immédiat des fermetures et réorganisations de services,
- **⇒** Des conditions de travail respectueuses des salarié·es, des agent·es, des étudiant·es et des personnes accompagnées,
- **⇒** La fin immédiate de la marchandisation de notre secteur, notamment en refusant Séraphin PH,
- **⇒** Le versement inconditionnel du SEGUR pour toutes et tous, avec effet rétroactif au 1er janvier 2024,
- **→** Des conventions collectives de haut niveau et le refus de la rémunération au mérite dans le public comme dans le privé,
- ➤ L'augmentation générale des salaires prenant en compte la perte du pouvoir d'achat de plus de 30% dans notre secteur en 30 ans,
- **▶** L'abrogation de la retraite à 64 ans et le retour à la retraite à 60 ans à taux plein.

Pour un travail social et médico-social émancipateur, partout dans les lieux de travail et les centres de formation, mobilisons-nous ensemble toutes et tous

1er Avril 2025 - Grève, Rassemblement et Manifestation Audiences demandées auprès de la Préfecture, du CD35 et de l'ARS. RDV à 11H Devant le Conseil Départemental d'IIIe et Vilaine avec Prises de Paroles Départ en Manifestation en direction de la Préfecture de Région Boulevard d'Armorique